

INTÉGRER L'HABITAT LACUSTRE : UN TEST DE MATURITÉ POUR LES VILLES AFRICAINES

Par *Luc Gnacadja

*Cette tribune s'inscrit dans la réflexion développée dans l'ouvrage en préparation **Les Villes de l'#AfriqueQueNousVoulons**, consacré aux choix structurants de l'urbanisation africaine, entre héritages ignorés et futurs à construire.*



De Lagos à Abidjan, de Douala à Conakry, de Libreville à Dakar, et jusqu'à Cotonou au contact du lac Nokoué, de nombreuses villes africaines sont confrontées à une même réalité urbaine : la présence d'habitats construits en interaction étroite avec l'eau, souvent anciens, toujours vivants, mais rarement reconnus comme partie intégrante de la ville.

Les démolitions récentes d'habitats lacustres à Lagos, notamment à Makoko, ont ainsi suscité une émotion bien au-delà du Nigeria. Elles ont surtout remis au centre du débat une question que de nombreuses villes africaines préfèrent encore contourner : **que faire de l'habitat sur l'eau ?**

Faut-il l'effacer au nom d'une modernité urbaine souvent importée, ou accepter d'en faire un fait urbain à part entière de la fabrique urbaine contemporaine ?

Derrière cette interrogation se joue bien plus qu'un arbitrage technique ou foncier. **La manière dont une ville traite son habitat lacustre constitue aujourd'hui un véritable test de maturité urbaine, politique et territoriale.**

L'eau, matrice urbaine oubliée

L'histoire urbaine rappelle une évidence souvent occultée : de nombreuses villes se sont construites dans l'eau, et non contre elle. Bien avant l'urbanisme réglementaire, des sociétés ont su bâtir, commercer et gouverner dans des milieux lacustres, lagunaires ou deltaïques. L'eau y était à la fois support d'habitat, voie de circulation et espace productif.

Cette réalité est aussi profondément africaine. Des établissements anciens sur pilotis, organisés autour de la pêche, du commerce et de la mobilité par l'eau, ont durablement structuré des territoires entiers. Des villes comme Ganvié témoignent de cette capacité à produire de l'urbanité dans un environnement amphibie, selon des règles sociales, économiques et spatiales cohérentes.

Pourtant, l'urbanisation contemporaine du continent, largement façonnée par des modèles continentaux et minéraux, a progressivement relégué ces formes d'habiter à la marge. Dans l'imaginaire urbain dominant, la ville « moderne » est terrestre, minérale, orthogonale. L'eau y est tolérée comme décor ou contrainte technique, rarement comme espace d'habiter légitime. Ce glissement de regard a durablement influencé les politiques publiques.

Une question urbaine exigeante, qui appelle des choix structurants et durables

Il serait illusoire de romantiser l'habitat lacustre. Les difficultés sont réelles : vulnérabilité face aux aléas naturels, insuffisance des services urbains, incertitude des droits d'occupation, fragilité d'écosystèmes déjà fortement sollicités. Mais ces difficultés ne sont ni propres à l'habitat lacustre, ni fondamentalement différentes de celles rencontrées dans de nombreux quartiers urbains précaires construits sur la terre ferme.

Ce qui interroge davantage, ce sont les **réponses dominantes** qui y sont apportées : démolition, déplacement, table rase. Des réponses qui, sous couvert de modernisation, évitent le travail plus complexe mais plus fécond de la transformation.

L'expérience montre que la destruction de quartiers entiers ne fait que déplacer les problèmes, souvent vers des périphéries plus vulnérables, tout en rompant des équilibres sociaux et économiques patiemment construits. Elle traduit moins une incapacité technique qu'un refus de penser la ville à partir de ce qui existe déjà.

Intégrer plutôt qu'effacer : un changement de regard

Intégrer l'habitat lacustre ne signifie ni le figer ni le sanctuariser. Il s'agit de reconnaître qu'il constitue un fait urbain à part entière, porteur de rationalités propres, et qu'il peut évoluer. L'intégration suppose une amélioration progressive des conditions de vie, l'adaptation des normes aux réalités amphibies, la sécurisation des droits d'occupation et l'inscription de ces quartiers dans un projet urbain lisible.

Cette démarche est exigeante. Elle demande du temps, des capacités institutionnelles, un dialogue constant avec les habitants et une vision de long terme. Mais elle constitue souvent la seule voie durable, tant sur le plan social que territorial. Elle permet surtout de faire de la transformation urbaine un processus partagé, plutôt qu'un acte de normalisation imposé.

L'habitat lacustre face au défi climatique

À l'heure où le changement climatique s'impose comme une contrainte structurante, la question de l'habitat lacustre prend une dimension nouvelle. Montée du niveau des eaux, inondations récurrentes, saturation des sols urbains : les villes africaines devront apprendre à vivre avec l'eau, qu'elles le veuillent ou non.

Dans ce contexte, l'habitat lacustre apparaît moins comme un vestige du passé que comme un laboratoire d'adaptation. Les communautés vivant sur l'eau ont développé, parfois empiriquement, des formes d'habiter flexibles et une capacité à composer avec des milieux instables. Ces savoir-faire constituent une ressource précieuse pour penser des villes plus résilientes.

Un potentiel socio-économique et touristique sous-estimé

L'habitat lacustre n'est pas seulement un lieu de résidence. Il est aussi un **espace productif**, structuré autour d'activités anciennes et contemporaines : pêche, transformation halieutique, artisanat, transport par l'eau, petits commerces et services de proximité. Ces économies assurent des revenus, une sécurité alimentaire et une insertion sociale à des milliers de ménages.

Lorsqu'elles sont reconnues et accompagnées, ces activités peuvent être améliorées, sécurisées et valorisées. L'intégration de l'habitat lacustre ouvre alors la voie à des stratégies locales de

développement, fondées sur la structuration des filières et la professionnalisation des métiers liés à l'eau.

Se pose également la question du potentiel touristique et culturel. Partout dans le monde, les villes construites sur l'eau exercent une forte attractivité. Lorsqu'elle est pensée avec et pour les habitants, cette valorisation peut devenir un levier de création d'emplois et de rayonnement urbain. Le risque d'une mise en vitrine déconnectée des réalités sociales existe, mais il renvoie avant tout à un choix de gouvernance.

Mais cette reconnaissance du potentiel de l'habitat lacustre se heurte, dans les faits, aux arbitrages les plus lourds de la fabrique urbaine contemporaine, notamment ceux qui accompagnent les grands projets d'infrastructures et d'aménagement du territoire.

Grands projets d'infrastructures : une opportunité sous conditions

Les métropoles africaines ont besoin d'infrastructures majeures pour répondre aux défis de mobilité, de logistique et de compétitivité régionale. Mais ces projets constituent aussi des moments de vérité quant à la manière dont la ville choisit — ou non — d'intégrer ses territoires déjà habités.

À Cotonou, par exemple, le projet de contournement nord, connu sous l'acronyme CoNoCo, illustre bien cette tension. Pensé comme une infrastructure structurante d'aménagement du territoire destinée à désengorger la ville, renforcer sa fonction logistique régionale et réduire sa vulnérabilité face aux inondations liées au lac, il traverse néanmoins des territoires déjà habités, notamment les quartiers nord riverains du lac Nokoué, où coexistent habitat populaire, y compris lacustre, activités économiques liées à l'eau et fortes vulnérabilités environnementales.

La question n'est donc pas celle de l'infrastructure en tant que telle, mais celle de son inscription dans un territoire déjà habité et déjà productif. Pensés isolément, ces grands projets peuvent renforcer les coupures existantes entre la ville planifiée et les territoires du déjà-là. Pensés comme partie intégrante d'un projet urbain plus large, ils peuvent au contraire devenir des leviers de reconnexion, capables d'articuler protection, mobilité, activités économiques et transformation progressive de l'habitat.

À cet égard, CoNoCo illustre, au-delà de ses spécificités locales, une logique que l'on retrouve dans de nombreuses villes africaines, confrontées à des arbitrages similaires entre infrastructure, habitat existant et vulnérabilités environnementales. S'il est pensé dans cette perspective intégrée, il pourrait même devenir **une infrastructure urbaine structurante de référence**, non seulement pour Cotonou, mais plus largement pour les villes africaines appelées à composer durablement avec l'eau.

Un révélateur de la relation au déjà-là

Au fond, la question de l'habitat lacustre dépasse largement le seul enjeu de la relation à l'eau. Elle renvoie à une interrogation plus fondamentale : comment les villes africaines traitent-elles le déjà-là ?

Partout sur le continent, des quartiers établis en interaction directe avec l'eau se trouvent pris dans une tension permanente. Invisibilisés par les cadres institutionnels, soumis à des pressions foncières croissantes et souvent ignorés par des projets urbains conçus sans eux, ils cristallisent les ambiguïtés de l'urbanisation africaine contemporaine.

Or cette situation n'a rien d'exceptionnel. L'urbanisation de l'Afrique s'est faite, pour l'essentiel, par l'initiative des habitants eux-mêmes. L'informalité, qu'elle soit terrestre ou lacustre, n'est pas une anomalie marginale à corriger ; elle constitue la matrice réelle de la ville africaine telle qu'elle s'est construite et continue de se transformer.

Dès lors, intégrer l'habitat lacustre ne relève ni du folklore ni de la concession marginale. C'est un choix urbain structurant, qui engage une vision de la ville, de la citoyenneté et du territoire. Il s'agit d'accepter de moderniser sans effacer, de planifier sans exclure, et de concevoir la ville comme un projet partagé, plutôt que comme un simple exercice de normalisation technique.

Une question de maturité urbaine

C'est à l'aune de cette capacité à reconnaître, intégrer et transformer l'existant que se mesure, en définitive, la maturité des villes africaines. L'intégration de l'habitat lacustre n'est ni un débat folklorique ni une question secondaire ; elle révèle la manière dont une ville assume son histoire, ses formes d'habiter et ses dynamiques sociales.

La question n'est plus de savoir si l'habitat lacustre a sa place dans la ville. Il y est déjà.

La vraie question est désormais celle-ci : les villes africaines sont-elles prêtes à assumer le choix exigeant de son intégration ?

Luc Gnacadja est architecte, président de GPS-Development, ancien ministre de l'Environnement, de l'Habitat et de l'Urbanisme du Bénin, et ancien secrétaire exécutif de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification

